

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Quotidienne.
Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS.....\$12.00 \$6.00 \$3.00 \$1.00
POUR L'ETRANGER.....\$15.00 \$7.50 \$3.75 \$1.25
Les abonnements se paient d'avance.

Le Numéro



Cinq Sous

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Hebdomadaire.
Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS.....\$2.00 \$1.00 \$0.50 \$0.15
POUR L'ETRANGER.....\$4.00 \$2.00 \$1.25 \$0.40
Les abonnements durent du 1er au 15 de chaque mois.

L'Abille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE.

PRO ARIS ET FOCIS

SCIENCES, ARTS.

Journal Français Quotidien

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 14 JUIN 1902.

Fondé le 1er Septembre 1827

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.
328 rue de Chartres, Entre Conti et Bienville.
Incorporated in the State of Louisiana.
OFFICE: 328 rue de Chartres, Entre Conti et Bienville.
NEW ORLEANS, LA.
FOR THE STATES-UNIS.....\$12.00 \$6.00 \$3.00 \$1.00
FOR THE FOREIGNER.....\$15.00 \$7.50 \$3.75 \$1.25
Les abonnements se paient d'avance.

DEPECHES
Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABELLE

SERVICE DE LA

PRESSE ASSOCIEE

Service Spécial

DE TOUTES LES PARTIES DU MONDE.

Nouvelles Etrangères.

La Réciprocité Cubaine.
Message du Président au Congrès.

Nouvelles soumissions.
Londres, 13 juin.—Il a été annoncé ici aujourd'hui que 864 Boers ont redonné hier, ce qui porte à 12,000 le total des soumissions dans les colonies.

Nouvelles Américaines

Un lunch significatif.
New York, 13 juin.—Edward A. Sheperd a donné un lunch au Club de l'Université. Ses convives étaient le sénateur Edward Carmack, de Tennessee, et le sénateur Frédéric T. Dubois, de l'Idaho, membres démocratiques de la commission sénatoriale des Philippines, Carl Schurz, Hester White, éditeur de "The Evening Post", Morfield Story, de Boston; le congressiste Amos Griggs, de la Géorgie et le congressiste John Williams, du Mississippi.

Grève imminente.
New York, 13 juin.—Par vote unanime les peintres et décorateurs amalgamés ont décidé de se mettre en grève si leurs demandes ne sont pas accordées. Ils ne veulent pas moins de \$4.00 par jour pour la peinture simple, et \$4.50 au moins pour la décoration et la dorure. Huit heures devront constituer la journée de travail à l'exception du samedi où cette journée ne sera que de quatre heures. De 5,000 à 6,000 hommes seront affectés par la grève.

Insignes royaux retirés de leur place d'honneur.
New York, 13 juin.—Pour la première fois depuis soixante quatre ans les insignes royaux ont été retirés de leur place d'honneur dans la tour, télégraphie le correspondant de la "Tribune" à Londres.

Détournements.
New York, 13 juin.—Michael J. Murane, président de la Fédération de Travail locale, et Peter Balka, un autre chef de l'association, ont été arrêtés à Passaic, N. J., étant accusés d'avoir entrepris des affaires de banque à l'étranger, d'avoir collecté de l'argent de leurs amis et parents pour l'envoyer en Europe et de s'être servis de cet argent pour agrandir le magasin de coopération qu'ils dirigeaient.

La situation à Wilkesbarre.
Wilkesbarre, Pa., 13 juin.—Pour la première fois cette semaine il n'y a pas eu de démonstration dans le voisinage de la houillère de Lehigh Valley, à Daryen. Les efforts des meneurs de la grève de faire observer la paix aux hommes ont été heureux et il n'y a pas eu de rassemblement d'ouvriers à la houillère pour essayer de les ouvrir.

Audience spéciale.
Londres, 13 juin.—Le roi Édouard a tenu une audience spéciale au palais de Buckingham aujourd'hui pour recevoir les drapeaux de salutation du lord-maire, Sir John D. Dinwiddie, de la corporation de la ville de Londres, à propos de la conclusion de la paix.

Le roi Charles de Portugal.
Charles Ier, roi de Portugal, qui d'après des avis de Londres, projette d'abdiquer à cause de la révolution menaçante et de la banqueroute complète de son royaume, est monté sur le trône le 19 octobre 1889. Depuis cette époque il a été constamment harassé par des embarras financiers. En 1892 le roi et tous les membres de la famille royale ont abandonné un cinquième de leurs revenus pour aider l'Etat. Sa Majesté a même mis en gage la couronne royale chez un banquier de Londres.

Maladie de Beatie Bonehill.
New York, 13 juin.—Beatie Bonehill, l'actrice, se meurt d'un cancer à un hôtel de Londres, d'après des avis reçus par des membres de sa famille.

TOUT CE QU'IL Y A DE PLUS NOUVEAU.
Tout ce qu'il y a de Meilleur. Toutes ces créations utiles de bijoux élégants dans l'art des joailliers et des orfèvres pour le Printemps. Articles Religieux pour Pâques et Communion, des Monastères d'Italie, La Plus Grande Collection, aux Prix les Plus Réduits.

PALAIS DE JOAILLERIE
WEINFURTER
COIN DES RUES ROYALE ET BIENVILLE.
30 juil.—100

La Réciprocité Cubaine.

Message du Président au Congrès.

Washington, 13 juin.—Après avoir conféré avec nombre de leaders du Congrès sur la réciprocity cubaine le président Roosevelt a décidé d'envoyer aujourd'hui au Congrès un message dans lequel il définit de nouvelles son attitude dans la question.

Le président Roosevelt a sérieusement étudié la situation depuis quelques jours et on dit que la décision prise hier par les sénateurs opposés à la réciprocity de résister à la politique de la majorité du parti ne l'a pas le moins influencé dans son intention d'adresser un message au Congrès.

L'acte du Président lui a été dicté, tient-on de personnes en relations étroites avec lui, par la haute idée qu'il a des devoirs des Etats-Unis envers l'île de Cuba et de la loyauté de la jeune république.

On a fait remarquer au Président que ses plus ardens soutiens politiques sont de la partie du pays où l'opposition à la réciprocity est la plus grande, l'ouest et le nord-ouest, et qu'il devrait se contenter de l'attitude qu'il a prise sans accentuer ses vues par un message spécial. Mais on sait que M. Roosevelt n'a pas hésité à prendre la décision de ne pas laisser son avis politique intervenir dans ce qu'il regarde comme son devoir absolu.

On sait en outre que c'était pour lui une grande peine de prendre une attitude hostile aux désirs de ses plus chauds partisans, mais qu'il estimait que ce serait contraire à son propre caractère et à sa position de chef de l'exécutif de rester plus longtemps silencieux à cet égard et de donner ainsi l'occasion d'interpréter faussement son attitude.

D'un autre côté le Président a été conduit à conclure que les relations entre les Etats-Unis et Cuba devaient nécessairement devenir plus étroites, et que les Etats-Unis ne devaient pas, dès le début et après la déclaration de leurs intentions envers l'île, assumer une attitude contraire et faire naître ainsi la suspicion du gouvernement cubain sur le but réel que nous pourrions avoir.

Il n'a dit que la déclaration positive du président Roosevelt: dans son message sur le devoir du Congrès met probablement fin à ses efforts directs pour obtenir la réciprocity.

Message du Président.
Au Sénat et à la Chambre des Représentants.

Je juge important, avant la clôture de la session actuelle, d'appeler l'attention sur le passage anticipé d'un message que, dans l'exécution des devoirs que m'impose la constitution, j'ai envoyé au Congrès le premier mardi de décembre dernier.

"D'autre part j'ai discuté la question de réciprocity. Dans le cas de Cuba, cependant, il y a de puissantes raisons de moralité et d'intérêt national pour lesquelles la politique devrait avoir une application particulière, et je réclame très instamment votre attention sur la lagère, la nécessité vitale de privilégier par une sérieuse réduction de droits les importations de Cuba aux Etats-Unis. Dans sa constitution Cuba a affirmé ce que nous désirons, c'est-à-dire qu'elle se tiendrait dans les affaires internationales en relations plus étroites et plus amicales avec nous qu'avec toute autre puissance; et nous sommes tenus par toutes les considérations d'honneur et de convenance à adopter des lois commerciales dans l'intérêt de sa prospérité matérielle."

Cette recommandation demandait simplement une sanction pratique aux paroles du président McKinley quand, dans ses messages du 5 décembre 1898 et du 5 décembre 1899, il écrivait: "Il est important que nos relations avec ce peuple (Cubains) soient de caractère le plus amical et nos relations commerciales strictes et réciproques. Nous avons accepté une mission dont l'exécution requiert la plus sévère intégrité d'intention et l'exercice de la plus haute sagesse. La nouvelle Cuba, encore à se relever des ruines du passé, doit nous être attachée par des liens d'une intimité et d'une force exceptionnelles, si sa prospérité durable doit être assurée."

Message du Président.

Washington, 13 juin.—Après avoir conféré avec nombre de leaders du Congrès sur la réciprocity cubaine le président Roosevelt a décidé d'envoyer aujourd'hui au Congrès un message dans lequel il définit de nouvelles son attitude dans la question.

Le président Roosevelt a sérieusement étudié la situation depuis quelques jours et on dit que la décision prise hier par les sénateurs opposés à la réciprocity de résister à la politique de la majorité du parti ne l'a pas le moins influencé dans son intention d'adresser un message au Congrès.

L'acte du Président lui a été dicté, tient-on de personnes en relations étroites avec lui, par la haute idée qu'il a des devoirs des Etats-Unis envers l'île de Cuba et de la loyauté de la jeune république.

On a fait remarquer au Président que ses plus ardens soutiens politiques sont de la partie du pays où l'opposition à la réciprocity est la plus grande, l'ouest et le nord-ouest, et qu'il devrait se contenter de l'attitude qu'il a prise sans accentuer ses vues par un message spécial. Mais on sait que M. Roosevelt n'a pas hésité à prendre la décision de ne pas laisser son avis politique intervenir dans ce qu'il regarde comme son devoir absolu.

On sait en outre que c'était pour lui une grande peine de prendre une attitude hostile aux désirs de ses plus chauds partisans, mais qu'il estimait que ce serait contraire à son propre caractère et à sa position de chef de l'exécutif de rester plus longtemps silencieux à cet égard et de donner ainsi l'occasion d'interpréter faussement son attitude.

D'un autre côté le Président a été conduit à conclure que les relations entre les Etats-Unis et Cuba devaient nécessairement devenir plus étroites, et que les Etats-Unis ne devaient pas, dès le début et après la déclaration de leurs intentions envers l'île, assumer une attitude contraire et faire naître ainsi la suspicion du gouvernement cubain sur le but réel que nous pourrions avoir.

Il n'a dit que la déclaration positive du président Roosevelt: dans son message sur le devoir du Congrès met probablement fin à ses efforts directs pour obtenir la réciprocity.

Message du Président.
Au Sénat et à la Chambre des Représentants.

Je juge important, avant la clôture de la session actuelle, d'appeler l'attention sur le passage anticipé d'un message que, dans l'exécution des devoirs que m'impose la constitution, j'ai envoyé au Congrès le premier mardi de décembre dernier.

"D'autre part j'ai discuté la question de réciprocity. Dans le cas de Cuba, cependant, il y a de puissantes raisons de moralité et d'intérêt national pour lesquelles la politique devrait avoir une application particulière, et je réclame très instamment votre attention sur la lagère, la nécessité vitale de privilégier par une sérieuse réduction de droits les importations de Cuba aux Etats-Unis. Dans sa constitution Cuba a affirmé ce que nous désirons, c'est-à-dire qu'elle se tiendrait dans les affaires internationales en relations plus étroites et plus amicales avec nous qu'avec toute autre puissance; et nous sommes tenus par toutes les considérations d'honneur et de convenance à adopter des lois commerciales dans l'intérêt de sa prospérité matérielle."

Cette recommandation demandait simplement une sanction pratique aux paroles du président McKinley quand, dans ses messages du 5 décembre 1898 et du 5 décembre 1899, il écrivait: "Il est important que nos relations avec ce peuple (Cubains) soient de caractère le plus amical et nos relations commerciales strictes et réciproques. Nous avons accepté une mission dont l'exécution requiert la plus sévère intégrité d'intention et l'exercice de la plus haute sagesse. La nouvelle Cuba, encore à se relever des ruines du passé, doit nous être attachée par des liens d'une intimité et d'une force exceptionnelles, si sa prospérité durable doit être assurée."

La loi douanière actuelle a été élaborée de façon à favoriser l'adoption d'un tel traité de réciprocity, et à l'expression préva une réduction ne devant pas excéder 20 pour cent sur les marchandises arrivant d'un pays particulier, laissant intact le tarif sur les mêmes articles provenant des autres pays.

Message du Président.

Washington, 13 juin.—Après avoir conféré avec nombre de leaders du Congrès sur la réciprocity cubaine le président Roosevelt a décidé d'envoyer aujourd'hui au Congrès un message dans lequel il définit de nouvelles son attitude dans la question.

Le président Roosevelt a sérieusement étudié la situation depuis quelques jours et on dit que la décision prise hier par les sénateurs opposés à la réciprocity de résister à la politique de la majorité du parti ne l'a pas le moins influencé dans son intention d'adresser un message au Congrès.

L'acte du Président lui a été dicté, tient-on de personnes en relations étroites avec lui, par la haute idée qu'il a des devoirs des Etats-Unis envers l'île de Cuba et de la loyauté de la jeune république.

On a fait remarquer au Président que ses plus ardens soutiens politiques sont de la partie du pays où l'opposition à la réciprocity est la plus grande, l'ouest et le nord-ouest, et qu'il devrait se contenter de l'attitude qu'il a prise sans accentuer ses vues par un message spécial. Mais on sait que M. Roosevelt n'a pas hésité à prendre la décision de ne pas laisser son avis politique intervenir dans ce qu'il regarde comme son devoir absolu.

On sait en outre que c'était pour lui une grande peine de prendre une attitude hostile aux désirs de ses plus chauds partisans, mais qu'il estimait que ce serait contraire à son propre caractère et à sa position de chef de l'exécutif de rester plus longtemps silencieux à cet égard et de donner ainsi l'occasion d'interpréter faussement son attitude.

D'un autre côté le Président a été conduit à conclure que les relations entre les Etats-Unis et Cuba devaient nécessairement devenir plus étroites, et que les Etats-Unis ne devaient pas, dès le début et après la déclaration de leurs intentions envers l'île, assumer une attitude contraire et faire naître ainsi la suspicion du gouvernement cubain sur le but réel que nous pourrions avoir.

Il n'a dit que la déclaration positive du président Roosevelt: dans son message sur le devoir du Congrès met probablement fin à ses efforts directs pour obtenir la réciprocity.

Message du Président.
Au Sénat et à la Chambre des Représentants.

Je juge important, avant la clôture de la session actuelle, d'appeler l'attention sur le passage anticipé d'un message que, dans l'exécution des devoirs que m'impose la constitution, j'ai envoyé au Congrès le premier mardi de décembre dernier.

"D'autre part j'ai discuté la question de réciprocity. Dans le cas de Cuba, cependant, il y a de puissantes raisons de moralité et d'intérêt national pour lesquelles la politique devrait avoir une application particulière, et je réclame très instamment votre attention sur la lagère, la nécessité vitale de privilégier par une sérieuse réduction de droits les importations de Cuba aux Etats-Unis. Dans sa constitution Cuba a affirmé ce que nous désirons, c'est-à-dire qu'elle se tiendrait dans les affaires internationales en relations plus étroites et plus amicales avec nous qu'avec toute autre puissance; et nous sommes tenus par toutes les considérations d'honneur et de convenance à adopter des lois commerciales dans l'intérêt de sa prospérité matérielle."

Cette recommandation demandait simplement une sanction pratique aux paroles du président McKinley quand, dans ses messages du 5 décembre 1898 et du 5 décembre 1899, il écrivait: "Il est important que nos relations avec ce peuple (Cubains) soient de caractère le plus amical et nos relations commerciales strictes et réciproques. Nous avons accepté une mission dont l'exécution requiert la plus sévère intégrité d'intention et l'exercice de la plus haute sagesse. La nouvelle Cuba, encore à se relever des ruines du passé, doit nous être attachée par des liens d'une intimité et d'une force exceptionnelles, si sa prospérité durable doit être assurée."

La loi douanière actuelle a été élaborée de façon à favoriser l'adoption d'un tel traité de réciprocity, et à l'expression préva une réduction ne devant pas excéder 20 pour cent sur les marchandises arrivant d'un pays particulier, laissant intact le tarif sur les mêmes articles provenant des autres pays.

C. LAZARD & CO., L'rd.
LES ANCIENS ET POPULAIRES MARCHANDS DE
VETEMENTS CONFECTIONNES,
d'Articles de toilette et de Chapeaux
Le magasin est ouvert samedi soir jusqu'à 10 heures et fermé le dimanche.
604 et 606 RUE DU CANAL.
1er sor.—Dim. Mar. Jeu. Ven. 12

Alliances et tous autres genres de Bagues de Mariage.
Pour Premiers Communions, superbes Livres de Prières en sacre, Chapelets montés en or et en argent, en sacre, ornements, grand, anasthysé et oriel.
Médailles de tous dessins en argent et en or
—CIBEX—
WM. FRANTZ & CO.,
JOAILLIERS
SUCCESSIONS DE FRANTZ BROS. & CO.
833 RUE DU CANAL, PRES DAUPHINE.

F. A. BRUNET,
IMPORTATEUR DIRECT.
HORLOGER ET BIJOUTIER,
318 RUE ROYALE.
Vient de recevoir une grande variété d'articles religieux, consistant en Chapelle de toutes les couleurs, Pare-sacres français en sacre, livres, pour de chagrin, médaillons, etc. Médailles de Famille Communion, Diadèmes en sacre, en anasthysé, en cristal, etc. Signets et bagues.
Il invite ses amis et connaissances et le public en général à venir visiter son assortiment, et se rendre compte de la prix de ses marchandises dans il délé toute courtoisie. Les ordres des commerçants sont sollicités.

avons suivie à l'égard de toutes les îles avec lesquelles nous sommes entrés en relation d'intimité variées par la guerre avec l'Espagne.
Porto-Rico et Hawaii sont inclus dans les lignes de notre tarif, à leur grand bénéfice aussi bien qu'à notre, et sans dérirment pour nos propres industries comme on le craignait.
Aux Philippines, avec lesquelles les relations sont différentes, des concessions douanières importantes ont été faites. Cuba est une république indépendante, mais une république qui a assumé certaines obligations spéciales au sujet de sa position internationale conformément à notre requête. En retour je demande pour elle des concessions économiques spéciales, des concessions économiques dont nous devons profiter aussi bien qu'elle.
Il y a dans l'histoire peu de pages plus brillantes que celle qui renferme nos relations avec Cuba durant les quatre dernières années. Pour elle nous avons engagé une guerre dont la cause principale était une généreuse indignation contre l'oppression, et nous avons tenu notre parole d'une façon absolue.
Il est vivement à espérer que nous compléterons dans le même esprit l'œuvre si bien commencée et que nous montrerons dans nos précédés avec Cuba cette ferme constance de politique qu'il est essentiel pour notre nation d'établir dans les affaires étrangères si nous désirons jouer notre rôle comme puissance du monde.
Nous fermons une riche et puissante nation; Cuba est une jeune république encore faible qui nous doit sa naissance, dont la vie même dépend de notre attitude envers elle.
Je demande que nous l'aidions dans ses efforts pour gravir la voie pénible et difficile d'un gouvernement indépendant.
Je demande cet appui pour elle parce qu'elle en a besoin, parce que nous l'avons déjà aidée.
Je demande qu'une aide franche et ouverte, du genre de celle qu'un peuple qui se respecte peut accepter, soit apportée à Cuba, pour la raison même que nous lui avons donné cette aide dans le passé. Nos soldats ont combattu pour lui donner la liberté, et pendant trois ans nos représentants civils et militaires ont travaillé sans répit, en face d'une maladie d'un type particulièrement insidieux et fatal, avec courage et sans plainte, pour lui apprendre à employer justement sa nouvelle liberté.
Jamais dans l'histoire un pays étranger n'a été ainsi administré, avec une telle intégrité d'intention, un tel jugement sage et un tel dévouement à ses intérêts.
Maintenant, je demande que toutes les chances possibles soient

données aux Cubains d'employer au meilleur avantage cette liberté dont les Américains ont le droit d'être fiers, et pour laquelle tant de vies américaines ont été sacrifiées.

Dances nouvelles.
New York, 13 juin.—Le choix de trois nouvelles rondes et d'un lancier, originaux a été fait pour la saison éprechaîne à la convention de l'association des maîtres de danses des Etats-Unis et du Canada tenue ici.
Les nouvelles danses seront connues comme le "Military Dip", la "Antlers Gavotte", l'"Olympia" et la "Drawing Room Lancers".

Suites de l'accident d'hier.
Chattanooga, Tenn., 13 juin.—J. L. Tompkins, de Nashville, un messenger d'express, est mort des résultats de la blessure qu'il a reçue hier dans l'accident de chemin de fer Nashville, Chattanooga et St-Louis.
La nouvelle de la mort du messenger Webb est fautive. Il vivra. Quatre des victimes sont mortes et les autres se rétabliront probablement.

Maladie de Beatie Bonehill.
New York, 13 juin.—Beatie Bonehill, l'actrice, se meurt d'un cancer à un hôtel de Londres, d'après des avis reçus par des membres de sa famille.

TOUT CE QU'IL Y A DE PLUS NOUVEAU.
Tout ce qu'il y a de Meilleur. Toutes ces créations utiles de bijoux élégants dans l'art des joailliers et des orfèvres pour le Printemps. Articles Religieux pour Pâques et Communion, des Monastères d'Italie, La Plus Grande Collection, aux Prix les Plus Réduits.
PALAIS DE JOAILLERIE
—DE—
WEINFURTER
COIN DES RUES ROYALE ET BIENVILLE.
30 juil.—100



LE ROI CHARLES DE PORTUGAL.
Charles Ier, roi de Portugal, qui d'après des avis de Londres, projette d'abdiquer à cause de la révolution menaçante et de la banqueroute complète de son royaume, est monté sur le trône le 19 octobre 1889. Depuis cette époque il a été constamment harassé par des embarras financiers. En 1892 le roi et tous les membres de la famille royale ont abandonné un cinquième de leurs revenus pour aider l'Etat. Sa Majesté a même mis en gage la couronne royale chez un banquier de Londres.
La reine de Portugal est la princesse Amélie d'Orléans, une fille du défunt comte de Paris. Le roi Charles est âgé de trente-neuf ans.